

zu können. Das ist ein ganz wesentlicher Teil und auch ein wesentlicher Vorteil.

Weiter geht es darum, militärische Luftfahrzeuge in den Raum der Gegenpartei einfliegen lassen zu können, um Informationen auszutauschen oder zu gewinnen. Es geht darum, die Reaktionszeiten zu verkürzen, und schliesslich, dass Parteien Massnahmen ergreifen können, um gegen eine Bedrohung der Sicherheit des Luftraums gewappnet zu sein.

Einsätze im Rahmen des vorliegenden Abkommens finden nur im gegenseitigen Einvernehmen statt; sie erfolgen auf Anfrage desjenigen Staates, in dessen Hoheitsgebiet eine Gefährdung durch ein ziviles Luftfahrzeug befürchtet wird. Die Gegenpartei hat einen derartigen Einsatz zu bewilligen. Im Unterschied zu den Abkommen mit Frankreich und Italien ist es aufgrund der geltenden deutschen Rechtsordnung nicht möglich, dass die Luftfahrzeuge einer Partei Zwangsmassnahmen im Luftraum der anderen Partei ausüben. Die Schweiz wird daher zum Beispiel kein im deutschen Luftraum verkehrendes verdächtiges Luftfahrzeug zur Landung auffordern können. Ebenso wenig ist bei grenzüberschreitenden Luftpolizeieinsätzen die Verwendung von Infrarot-Lockzielen, sogenannten Flares, erlaubt. Dasselbe gilt selbstverständlich auch im umgekehrten Fall.

Damit gleichen wir uns den Interventionsmöglichkeiten des nördlichen Nachbarn an. Jede Seite respektiert die Autonomie der anderen, und wir tun das, was die jeweilige Rechtsordnung gestattet.

Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag Ihrer Kommission zuzustimmen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Bundesbeschluss über das Abkommen zwischen der Schweiz und Deutschland über die Zusammenarbeit im Bereich der Sicherheit des Luftraums bei Bedrohungen durch zivile Luftfahrzeuge

Arrêté fédéral concernant l'Accord entre la Suisse et l'Allemagne relatif à la coopération en matière de sûreté aérienne contre les menaces constituées par des aéronefs civils

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 07.011/4777)**

Für Annahme des Entwurfes 104 Stimmen

Dagegen 1 Stimme

07.023

Zivile Friedensförderung. Rahmenkredit 2008–2011 für drei Genfer Zentren

Promotion civile de la paix. Crédit-cadre 2008–2011 pour trois centres de Genève

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 28.02.07 (BBI 2007 2195)

Message du Conseil fédéral 28.02.07 (FF 2007 2059)

Ständerat/Conseil des Etats 20.06.07 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 27.09.07 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Aubert Josiane (S, VD), pour la commission: La commission a étudié avec grand intérêt le crédit-cadre pour la poursuite du soutien aux trois centres de Genève et au centre de recherches de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ). En juin 2006, les commissaires ont visité les trois structures genevoises et ont pu se convaincre de l'excellent travail accompli par chacune d'elles dans une perspective de promotion de la paix, qui contribue également à renforcer la sécurité et la prospérité de la Suisse, ainsi que son image sur le plan international.

Le Centre de politique de sécurité est une référence pour les institutions analogues dans l'Union européenne et dans d'autres régions. Il accomplit des tâches de promotion de la paix et de restructuration des Etats ou des régions après des périodes de guerre. Il organise des discussions publiques dans les domaines de la sécurité à l'intention des organisations internationales et en collaboration avec les institutions partenaires, par exemple l'Institut universitaire de hautes études internationales.

Le Centre international de déminage humanitaire, après dix ans d'existence, est sans conteste le centre de compétence mondial dans ce domaine. Après une période de guerre, il est nécessaire d'organiser le déminage humanitaire pour permettre le déploiement des organisations humanitaires, la restructuration du pays, le retour des populations déplacées. Ce centre développe des méthodes de déminage plus sûres, rapides, systématiques, plus efficaces et meilleur marché. Il permet la mise en réseau des différentes informations et techniques et concourt à rendre les pays qui ont recours à ses services aussi rapidement que possible autonomes dans leurs opérations de déminage.

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées fournit aux jeunes démocraties des instruments pour consolider leurs institutions. Ces pays ont souvent hérité d'appareils de sûreté surdimensionnés, inefficaces et corrompus. Il s'agit de les réformer rapidement pour prévenir de nouveaux conflits et reconstruire ces sociétés déstructurées par la guerre. Cette première étape d'un contrôle démocratique et civil sur les forces de sécurité, la police et les troupes armées est nécessaire pour permettre la consolidation de la démocratie et la reconstruction économique de ces pays.

Ces trois centres sont financés par des engagements conjoints du DDPS et du DFAE, comme c'est déjà le cas depuis 2004. Un comité de pilotage interdépartemental assure le contrôle et le pilotage. Le cofinancement de l'étranger est important; il atteint respectivement 36 pour cent, 40 pour cent et 20 pour cent pour chacun de ces trois centres.

Le Centre de recherche sur la politique de sécurité est un institut intégré à l'EPFZ. Il joue un rôle d'expertise, de recherche et de formation. Ses publications, ses cours, ses réseaux d'information permettent aux Etats et aux organisations internationales, aux médias et aux particuliers d'obtenir des informations transparentes et de haute qualité sur les politiques de sécurité. De tels échanges contribuent efficacement au contrôle démocratique de ces politiques. Plus de 100 Etats et institutions internationales coopèrent à cet insti-



tut. Les visites sur son site informatique sont en constante augmentation. La commission a discuté au sujet des relations qu'entretient cet institut avec les différentes forces armées, et en particulier avec l'OTAN. La commission est convaincue que la pluralité des approches, la liberté de la recherche académique sont garanties dans les travaux de cet institut par la diversité des partenaires.

Au terme de ses travaux, la commission est largement convaincue du bien-fondé des missions des différents centres. Ce crédit-cadre entre complètement dans le contexte de la politique de promotion de la paix et de maintien d'une sécurité bien comprise, d'une part dans l'intérêt de notre pays, d'autre part en solidarité avec les autres pays qui doivent se reconstruire après une période de guerre, de mutation ou d'agitation politique. Le crédit-cadre de 147,7 millions de francs pour la période 2008–2011 s'inscrit dans une politique de continuité, en légère diminution par rapport au précédent crédit de 180 millions de francs qui avait été voté en 2004 et dont seulement 156 millions de francs ont été dépensés. Il doit cependant permettre de poursuivre l'activité de ces trois unités selon les principes mis en place en 2004. A sa séance du 20 juin 2007, le Conseil des Etats a accepté ce crédit-cadre à l'unanimité. Nous vous invitons à entrer en matière et à rejeter la proposition défendue par la minorité Schlüer à l'article 1, amendement repoussé en commission par 17 voix contre 2. Au vote sur l'ensemble, le projet a été adopté par 17 voix contre 1 et 1 abstention.

Miesch Christian (V, BL), für die Kommission: Der Bundesrat legt, wie gehört, zum zweiten Mal nach 2002 eine Botschaft über zivile friedensfördernde Massnahmen im Rahmen des VBS vor. Dabei handelt es sich um einen Rahmenkredit über 148 Millionen Franken für die Jahre 2008–2011. Die hauptsächlichen Empfänger des Rahmenkredites werden das Genfer Zentrum für Sicherheitspolitik, das Genfer Zentrum für die demokratische Kontrolle der Streitkräfte sowie das Genfer Internationale Zentrum für humanitäre Minenräumung wie auch die Forschungsstelle für Sicherheitspolitik der ETH Zürich sein. Alle vier Institutionen haben sich in wichtigen Bereichen der Friedens- und Sicherheitspolitik zu international anerkannten Kompetenzzentren entwickelt und leisten Beiträge zur internationalen Friedensförderung.

Die Schweiz verfolgt ihre Ziele in diesen Bereichen zum einen durch Beitragsleistungen an laufende Projekte der Zentren und zum andern durch Beiträge an die laufenden Betriebskosten der vier Institutionen. Ebenfalls werden wie bisher verschiedene zivile Aktivitäten im Rahmen von bilateralen oder multilateralen Kooperations- und Unterstützungsprogrammen finanziert.

Die grosse Mehrheit der Sicherheitspolitischen Kommission ist von der Wichtigkeit des Engagements der Schweiz in diesem Bereich überzeugt und misst auch der durch die Arbeit dieser Institutionen entstehenden Netzwerke eine hohe Wichtigkeit für die Sicherheits- und die Aussenpolitik der Schweiz bei. Entsprechend empfehlen wir Ihnen mit 17 zu 2 Stimmen, den Antrag der Minderheit Schlüer, welche den Kredit auf 40 Millionen Franken reduzieren und die Unterstützung auf das Genfer Internationale Zentrum für humanitäre Minenräumung begrenzen will, abzulehnen.

Die Kommission erachtet die Höhe des Kredites als berechtigt und hat der Vorlage mit 17 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung zugestimmt.

Erlauben Sie mir aber trotzdem noch eine kritische Bemerkung, die wir auch in der Kommission diskutiert haben. Wir nehmen mit Befriedigung zur Kenntnis, dass der Kredit für die Jahre 2008–2011 etwas tiefer ist als für die vorangegangene Periode. Es wäre doch falsch, wenn einerseits die Armee laufend zum Sparen gezwungen wird und andererseits derartige Beiträge noch aufgestockt würden.

Gerne wüssten wir auch einmal, wie viele Schweizerinnen und Schweizer eigentlich jeweils von den Kursen am Genfer Zentrum für Sicherheitspolitik profitieren und inwiefern diese Gelder auch zur direkten Weiterbildung unserer eigenen Offiziere und Beamten verwendet werden.

Gleichzeitig gehen wir davon aus, dass die Verantwortlichen der Genfer Zentren oder der ETH Zürich sich der Tatsache bewusst sind, dass gerade in der jüngsten Studie «Sicherheit 2007» sage und schreibe 92 Prozent der Befragten der klaren Meinung waren, dass die Schweiz auch in Zukunft ihre Neutralität beizubehalten habe. Wer also von fast 150 Millionen Franken Steuergelder profitieren will, der hat auch die vom Steuerzahler gewünschte Sicherheitspolitik und damit die Neutralität zu vertreten und die entsprechende Annäherung, zum Beispiel an Nato-Projekte, abzulehnen. In diesem Sinne bittet Sie die Kommission grossmehrheitlich, mit 17 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung, dieser Vorlage zuzustimmen.

Burkhalter Didier (RL, NE): Pour le groupe radical-libéral, il y a toute une série de raisons de soutenir ce crédit-cadre et les activités qu'il va permettre de poursuivre.

1. La première des raisons relève des priorités de la politique de sécurité. Pour nous, la promotion de la paix constitue clairement l'une de ces priorités. Sur le fond, les institutions concernées – à savoir les trois centres de Genève et le Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich – effectuent un travail de qualité, un travail important pour la politique de promotion de la paix en Suisse, de la Suisse, comme pour celle de la communauté internationale, par exemple en contribuant à la stabilisation dans les pays de l'Europe de l'Est, en jouant un rôle de formation ou en constituant des réseaux qui sont particulièrement utiles à la Suisse.

2. L'image et la réalité de notre pays: la Suisse, par sa politique de neutralité et de bons offices, constitue la base par excellence pour de telles institutions de promotion civile de la paix. De plus, leur localisation pour l'essentiel au bout du lac Léman et leur excellente réputation largement au-delà de nos frontières renforcent la place et le rôle de la Genève internationale au cœur de la politique de paix.

3. Les moyens accordés sont relativement modestes pour assurer les activités de ces institutions. Le crédit-cadre est inférieur au montant qui avait été budgétisé pour la période quadriennale précédente, et cela sans réduction de prestations. Au contraire, on consolide les institutions et les incitations à augmenter les interventions de partenaires ont été renforcées. Il faut saluer la ligne marquée par le Conseil fédéral dans ce message, d'autant que les financements extérieurs au pays constituent déjà un bon tiers pour les institutions en question. Comme les navires, elles battent pavillon suisse tout en menant une vie internationale.

4. Enfin, le rapport mérite d'être appuyé du fait de la mise en commun des efforts des deux départements plus directement concernés; c'est le mariage entre la politique de sécurité et la politique étrangère. Mais, et ce sera là notre critique constructive, on devrait aller plus loin encore. En effet, ce crédit-cadre n'est au fond qu'un début, qu'un cadre précisément. Lorsque l'on sait que les instruments de promotion de la paix ne touchent pas moins de cinq départements fédéraux, il faudrait à notre sens que soient regroupées les unités qui s'occupent de cette politique, que le Conseil fédéral définisse une vraie stratégie globale de promotion de la paix, qui intégrerait par exemple l'ensemble des instruments civils et militaires ainsi que l'aide au développement. On pourrait alors parler de vraies synergies, d'un véritable cadre politique. On pourrait aussi tirer pleinement parti de ces efforts communs afin d'améliorer l'image de la Suisse pour le bien du pays comme pour celui de la communauté internationale. Nous vous demandons donc de suivre la majorité à l'article 1 et, en conséquence, d'adopter l'arrêté qui vous est soumis.

Günter Paul (S, BE): Die SP steht voll hinter den drei Genfer Zentren. Wenn ich mich recht erinnere, wurden sie noch unter der Ägide von Adolf Ogi zusammen mit dem EDA ab dem Jahr 1995 gegründet. Es ist ausserordentlich erfreulich, dass das VBS und das EDA gemeinsam Institutionen gegründet haben, welche direkt zur Entstehung und Förderung einer friedlicheren Welt beigetragen haben. Für uns von der



SP war diese Entwicklung ein echter Aufsteller; wir freuen uns darüber.

Die drei Institutionen ergänzen sich. Sie haben aber klar definierte Aufgaben:

Das Genfer Zentrum für Sicherheitspolitik betreibt Forschung, Ausbildung und Kommunikation im Bereich der Sicherheits- und Friedenspolitik; wir haben es schon gehört. Es hat ein hohes internationales Renommé. Es ist tatsächlich so, dass ein Besuch seiner Kurse allen Sicherheitspolitikerinnen und -politikern sehr zu empfehlen wäre. Das betrifft auch unsere Sicherheitspolitikerinnen und -politiker.

Beim Genfer Zentrum für die demokratische Kontrolle der Streitkräfte ist der Name selbsterklärend; er weist darauf hin, was die Aufgabe dieses Institutes ist. Die Wichtigkeit dieser Aufgabe in unserer heutigen, kriegerischen Welt ist ebenfalls evident. Es ist erfreulich, dass das Zentrum funktioniert und dass gerade die neuen Demokratien des Ostens ihre Offiziere hierhin entsenden. Die Botschaft kommt an. Für unseren Kleinstaat ist das eine wichtige Sache. Kleinstaaten sind ja bekanntlich besonders daran interessiert, dass die Welt möglichst friedlich ist. Es ist für die Sicherung der Demokratie eine ganz wichtige Aufgabe.

Die dritte Institution, das Genfer Internationale Zentrum für humanitäre Minenräumung, ist ein Schlüsselement der schweizerischen Friedenspolitik und unseres humanitären Einsatzes. Das Institut ist so erfolgreich, dass nicht einmal Nationalrat Schlüer sich getraut, hier einen Kürzungsantrag zu stellen.

Alle drei Institute erfüllen spezifische Aufgaben; sie funktionieren erfreulich gut. Sie helfen beim Aufbau einer friedlichen Welt. Ihre Aufgaben ergänzen sich; sie arbeiten heute zusammen; sie nutzen Synergien. Eine Zwangsfusion könnte nur ihre Tätigkeit beschränken, was wir keinesfalls wollen. Der Wermutstropfen ist, dass die Programme gekürzt worden sind. Hier stimme ich dem Kommissionspräsidenten, Herrn Miesch, namens der SP überhaupt nicht zu. Es ergibt keinen Sinn, bei diesen Instituten zu kürzen. Hier geht es wirklich um die Förderung des Friedens; und von uns aus gesehen ist die Kürzung, die im Rahmen der Sparprogramme erfolgt ist, ein Wermutstropfen. Wir sind aber froh, dass wir heute wenigstens den Kredit von 147,7 Millionen Franken beschliessen können. Wir sind froh, wenn wir ihn mit grossem Mehr beschliessen; denn diese Institute haben eine wichtige Aufgabe.

Ich möchte festhalten, dass die kritischen Bemerkungen am Schluss des Votums des Sprechers deutscher Zunge die eigene Meinung des Sprechers und nicht jene der Kommission darstellen. Die Kommission als Ganzes steht voll hinter diesen Zentren.

Glanzmann-Hunkeler Ida (C, LU): Die internationale Friedensförderung hat in den letzten Jahren an Bedeutung gewonnen, ganz besonders stärkt sie auch die Sicherheit unseres Landes. Die Schweiz leistet in diesem Bereich zivile und militärische Beiträge. Die vorliegende Botschaft regelt die Beiträge an die drei Genfer Zentren: Genfer Zentrum für Sicherheitspolitik, Genfer Internationales Zentrum für humanitäre Minenräumung, Genfer Zentrum für die demokratische Kontrolle der Streitkräfte; außerdem ist ein Beitrag für die Forschungsstelle für Sicherheitspolitik der ETH Zürich vorgesehen.

Die CVP kann dem Rahmenkredit von 148 Millionen Franken zustimmen, wird doch in diesen Zentren wichtige Arbeit zur internationalen Friedensförderung geleistet. Weder die Kosten noch die Leistungen werden aufgestockt, sondern sie werden konsolidiert im Hinblick auf das, was in den letzten Jahren gemacht wurde. Dies unterstützt die CVP-Fraktion in dieser Form. Es ist für uns nicht verständlich, dass man diese Leistungen, ganz besonders auch die Forschung, streichen will. Friedensförderung ist in der heutigen Zeit wichtiger denn je, und wir werden alle Zentren in gleicher Weise unterstützen. Daher lehnt die CVP-Fraktion auch den Streichungsantrag der Minderheit Schlüer zu den verschiedenen Zentren bzw. die entsprechende Kürzung des Rahmenkredits ab.

Wir bitten Sie, bei dieser Vorlage dem Bundesrat und dem Ständerat zu folgen und sie so, wie sie Ihnen unterbreitet wird, anzunehmen.

Bugnon André (V, VD): Le groupe UDC est partagé sur la question du soutien à ces quatre structures de promotion civile de la paix. Une partie de notre groupe refusera les crédits, car elle estime qu'ils sont inutiles ou mal utilisés, ou encore que notre pays n'a pas à se mêler de la problématique des conflits internationaux. Je laisserai Monsieur Schlüer développer tout à l'heure les arguments de sa minorité à l'article 1.

Une autre partie de notre groupe considère au contraire que les montants à disposition sont nécessaires au fonctionnement de ces structures, qui remplissent un rôle important dans la résolution des conflits en cours ou à venir. Elle considère que notre pays doit justement jouer un rôle dans le maintien de la paix; elle considère aussi qu'un tel rôle n'est pas incompatible avec notre conception de la neutralité. Au contraire, si nous voulons préserver notre neutralité, notre pays doit jouer un rôle important en tant que pays neutre pour essayer de maintenir la paix, ou en tout cas d'agir en ce sens, et ces structures sont justement compatibles avec le principe de neutralité. En effet, c'est la neutralité qui permet à la Suisse d'offrir un terrain d'entente à Genève et à Zurich aux réunions des organisations internationales.

Je répète que le groupe UDC est divisé, mais que pratiquement la moitié du groupe soutiendra le crédit, tandis que l'autre moitié le rejettéra et soutiendra la proposition de la minorité Schlüer.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Bundesbeschluss über einen Rahmenkredit zur Weiterführung der Unterstützung der drei Genfer Zentren und verwandter sicherheitspolitischer Aktivitäten

Arrêté fédéral concernant un crédit-cadre pour la poursuite du soutien aux trois centres de Genève et aux activités de la politique de sécurité apparentées

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Schlüer, Borer)

Abs. 1 Einleitung

.... ein Rahmenkredit in der Höhe von höchstens 40 Millionen Franken bewilligt:

Abs. 1 Bst. a, c, d, e

Streichen

Art. 1

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Schlüer, Borer)

Al. 1 introduction

Un crédit-cadre d'un montant de 40 millions de francs

Al. 1 let. a, c, d, e

Biffer



Schlüer Ulrich (V, ZH): Ich beantrage Ihnen im Namen der Kommissionsminderheit, aber der Mehrheit der SVP-Fraktion, den Rahmenkredit auf 40 Millionen Franken zu kürzen, also von 147,7 Millionen Franken auf 40 Millionen Franken. Das bedeutet konkret, den Rahmenkredit einzig für das Genfer Internationale Zentrum für humanitäre Minenräumung zu sprechen, die anderen vier Institute jedoch nicht mehr weiter zu unterstützen. Ich habe zwar auch bezüglich des Minenräumungsinstitutes ein ungutes Gefühl, weil man dort keine konkrete Minenräumung betreibt. Man redet nur übers Minenräumen. Aber immerhin kann man das Resultat als positiv anschauen.

Nichts mehr geleistet werden soll für das Genfer Zentrum für Sicherheitspolitik, das Genfer Zentrum für die demokratische Kontrolle der Streitkräfte, für die Forschungsstelle für Sicherheitspolitik der ETH Zürich sowie für einzelne Kooperationsprojekte.

Es geht nicht nur ums Geld, sondern eher sekundär ums Geld. Es geht darum, dass diese Institute schlicht und einfach nichts bringen. Da wird Konfliktbürokratisierung geübt, da wird Konfliktbürokratisierung diskutiert. Immer etwa die gleichen Leute kommen wieder zusammen, immer wieder etwa die gleichen. Es gibt auch gewisse Ausbildungskurse. Aber eigentlich tritt man immer an Ort. Fordert man von diesen Instituten einen Leistungsausweis, dann wird einem immer vorgeführt, wie oft diese Institute auf ihren Websites angeklickt werden. Natürlich werden sie auf ihren Websites oft angeklickt. Gehen Sie an Veranstaltungen, dann stellen Sie fest, dass Sie bei wechselnder Rollenverteilung – wer Diskussionsleiter und wer auf dem Podium ist – immer wieder die gleichen Leute antreffen, auch von Partnerinstituten aus anderen Ländern. Und die klicken sich gegenseitig unermüdlich und fleißig an und sagen sich dann gegenseitig, wie ungeheuer wichtig sie sind, weil sie immer wieder angeklickt würden.

Sie sehen, ich trage Ihnen hier nicht die Selbstdarstellung dieser Institute vor, wie Sie das bis jetzt zu Gehör bekommen haben. Ich trage Ihnen vor, was ich mit den besagten Institutionen selbst für Erfahrungen gemacht habe. Diese Institutionen und ihre Funktionäre entwickeln sich zu einer Art Internationale der Konfliktbürokraten, an der Theorien gewälzt werden. Aber irgendeine spürbare Auswirkung dieser Tätigkeit finden Sie nirgends. Das hat doch nichts mit Sicherheit zu tun, mit dem Sicherheitsauftrag, den das VBS zu erfüllen hat.

Ich kritisiere insbesondere und zuvorderst, dass die Mittel für diese Institute zum grössten Teil dem VBS-Budget belastet werden. Das ist auch ein Grund, weshalb Herr Günter mit seiner SP von diesen Instituten so begeistert ist. Er weiss nämlich auch, dass man dafür dringend notwendiges Geld für den Sicherheitsauftrag abweigt – für etwas, was nichts mit Sicherheit zu tun hat, sondern was einigen, die sich über Konflikte unterhalten, angenehme Tagungen bereitet.

Auch von der Forschungsstelle für Sicherheitspolitik der ETH Zürich, wo ich immer wieder mal einen Anlass besuche, werden vor allem immer wieder die altbekannten Plättüden des Interventionismus aufgewärmt. Manchmal ergeht sich dieses Institut auch ganz öffentlich in Polemik, wenn man dort etwa aus heiterem Himmel behauptet, es bestünde zwischen einer bei der Nato georteten Verschwörung in Zusammenhang mit einem Attentat in Bologna und der Schweizer P-27 eine Parallele. Auf Nachfrage konnte man nichts – nicht einen Buchstaben – vom zuvor Behaupteten beweisen. Sollen wir solches aus Steuergeldern finanzieren? Ist das unsere Aufgabe gegenüber der Armee, gegenüber der Sicherheit dieses Landes? Die demokratische Kontrolle der Streitkräfte ist Aufgabe der Bürger in einem jeden Land. Das kann man nicht von aussen importieren, das muss im Land selber wachsen.

Ich bitte Sie, unserer Minderheit zuzustimmen.

Hier wird die Armee für etwas geschröpft, was nichts mit dem Sicherheitsauftrag zu tun hat. Ich sage Ihnen: Wenn diese Institute – im Unterschied zum Entminzungszentrum –

nicht mehr da wären, würde das mit Ausnahme der Betroffenen niemand merken.

Präsidentin (Egerszegi-Obrist Christine, Präsidentin): Die CVP-Fraktion teilt mit, dass sie den Antrag der Mehrheit unterstützt.

Schmid Samuel, Bundesrat: Ich beantrage Ihnen, den Antrag der Minderheit Schlüer abzulehnen. Wie Herr Schlüer Ihnen soeben erklärt hat, will er vom Rahmenkredit von 148 Millionen Franken alles bis auf 40 Millionen streichen und damit allein noch das Genfer Internationale Zentrum für humanitäre Minenräumung finanzieren. Eine Reduktion des Rahmenkredites bzw. eine Beschränkung auf die Unterstützung des Zentrums für Minenräumung hätte zur Folge, dass die anderen Zentren und die ETH selber in Schwierigkeiten gerieten, die wahrscheinlich die Schliessung nötig machen. Die Schweiz hat die Genfer Zentren und die Forschungsstelle in Zürich im Laufe der Neunzigerjahre mit grossem Aufwand aufgebaut. Heute sind sie – wie auch die Kommission festgestellt hat und wie übrigens auch durch Besuche der SIK und der APK immer wieder festgestellt worden ist – international etabliert; sie leisten im Namen der Schweiz wertvolle und geschätzte Beiträge zur Friedensförderung.

Selbst wenn die eine oder andere Aktivität gelegentlich etwas überschiessend sein kann, Herr Schlüer, ändert das nichts an der grundsätzlichen Wertschätzung der Institute; es ändert auch nichts daran, dass die Institute für unser Land international hervorragende Dienste leisten. Ein Rückzug der Schweiz aus den Institutionen würde die Arbeit der vergangenen Jahre zunichte machen und auch unsere eigene Politik, auf deren Basis wir die Institutionen gegründet haben, infrage stellen – genau die Politik zugunsten der humanitären und friedensfördernden Arbeit in der Praxis. Ich nehme ein Beispiel, das soeben von Herrn Schlüer zitiert wurde. Er sagte, dass die demokratische Kontrolle von Streitkräften nicht über derartige Institutionen erfolgen könne. Ja, da bin ich nun nicht sicher, ob da nicht wider besseres Wissen gesprochen und effektiv Nebel geworfen wird, um Sie in diesem Punkt in die Irre zu führen.

Die Staaten im Balkan werden kurzfristig auf sich selber gestellt sein. In diesen Staaten gibt es keine soziale Hierarchie und Struktur, es gibt keine demokratische Tradition. Das einzige Gerüst, das dort funktioniert, ist die Armee. Deshalb ist es von erheblicher Bedeutung, möglichst schnell Teile der Armee oder Teile der zivilen Gesellschaft auszubilden und auf Punkte aufmerksam zu machen, auf die in Zukunft zu achten ist, damit die Demokratisierung stabilisiert durchgeführt werden kann. Das Know-how, das wir uns während Jahrhunderen angeeignet haben und das heute in festen Strukturen niedergelegt ist, fehlt in diesen Ländern. Deshalb ist das ein unentbehrlicher Beitrag an die Stabilisierung. Es wäre naiv anzunehmen – damit will ich niemanden beleidigen –, die NGO könnten das einfach übernehmen. Das geht nicht. Allein an diesem Beispiel wird deutlich, dass hier doch von etwas gesprochen wird, was an der Front, in den Ländern selber, ganz anders definiert und ganz anders – als Bedarf eben – dargestellt wird. Diese Länder fragen derartige Dienstleistungen auch immer wieder nach.

Ein wichtiges Argument beim Beginn der Förderung der Genfer Zentren war der Standort Genf als Zentrum der internationalen Friedenspolitik. Die Beiträge des VBS lassen die genannten Aktivitäten als praktische, pragmatische Beiträge möglichst schnell effizient werden, sodass sie in den entsprechenden Ländern auch eine Wirkung erzielen. Deshalb ist es nötig, hier Praxis und Theorie zusammenzuführen. Das geschieht über diese Zentren. Es ist im Übrigen selbst von den Kommissionssprechern anerkannt worden, dass wir den Kredit insgesamt gekürzt haben. Zusätzlich darf darauf hingewiesen werden, dass ich einen Teil dieses Kredites zurückbehalte und erst freigabe, wenn die Zentren Drittbeiträge generiert haben, die von mir durch eine entsprechende Honorierung dann noch aufgebessert werden, sodass in den Zentren auch die Selbstfinanzierung ein Thema bleibt. Ich



glaube, dass hier doch in verschiedenen Gebieten in sehr pragmatischer Weise Friedenspolitik gemacht wird.

Ein Letztes noch: Wer dem Kredit in der Auffassung zustimmt, dass der freiwerdende Teil der Jahrestranchen dann zu 100 Prozent ins VBS fiele, den muss ich insoweit warnen, als der Bundesrat schon vor Jahren klargemacht hat, dass eine Verschiebung in ein einzelnes Departement mit enthalten würde, dass die Kredite ebenfalls verschoben würden. Für die Armee – da muss ich Sie leider abmahnen – würde hier in dem Sinne, wie es dargestellt worden ist, keine Verbesserung der Finanzsituation resultieren.

Ich bitte Sie deshalb, den Antrag der Minderheit Schlüer abzulehnen und der Mehrheit zuzustimmen.

Aubert Josiane (S, VD), pour la commission: La proposition de la minorité Schlüer reflète une vision très étiquetée du rôle que la Suisse peut et doit jouer dans le concert des nations, dans un domaine, qui, à nos yeux, est primordial, à savoir la promotion de la paix. Ce n'est pas une telle Suisse que souhaite la majorité des membres de la commission, mais au contraire une Suisse qui est ouverte et active, prête à favoriser la prévention et la résolution des conflits. C'est ce rôle que la Suisse joue et c'est celui qu'elle doit jouer dans ces centres.

Nous vous invitons à suivre la commission qui, par 17 voix contre 2, a rejeté la proposition défendue par la minorité Schlüer.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 119 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 28 Stimmen

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 07.023/4779)
Für Annahme der Ausgabe 131 Stimmen
Dagegen 20 Stimmen

Das qualifizierte Mehr ist erreicht *La majorité qualifiée est acquise*

Art. 2, 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 07.023/4780)
Für Annahme des Entwurfes 133 Stimmen
Dagegen 24 Stimmen

07.038

Einsätze der Armee zur Unterstützung ziviler Behörden. Bundesbeschlüsse

Engagements de l'armée en faveur des autorités civiles. Arrêtés fédéraux

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 30.05.07 (BBI 2007 4885)
Message du Conseil fédéral 30.05.07 (FF 2007 4643)
Nationalrat/Conseil national 27.09.07 (Erstrat – Premier Conseil)

Antrag der Mehrheit Eintreten

Antrag der Minderheit (Lang, Müller Geri) Nichteintreten

Antrag der Minderheit
(Günter, Aubert, Banga, Haering, Lang, Müller Geri, Widmer)
Rückweisung der Vorlage 1 an den Bundesrat mit dem Auftrag, den Kantonen und betroffenen Städten einen Leistungsauftrag für den Botschaftsschutz zu erteilen und die Polizeikorps entsprechend aufzustocken.

Antrag der Minderheit
(Widmer, Aubert, Banga, Günter, Lang)
Rückweisung der Vorlage 3 an den Bundesrat mit dem Auftrag, den Kantonen einen Leistungsauftrag für die Sicherheitsmassnahmen im Luftverkehr zu erteilen und die Polizeikorps entsprechend aufzustocken.

Proposition de la majorité Entrer en matière

Proposition de la minorité (Lang, Müller Geri) Ne pas entrer en matière

Proposition de la minorité
(Günter, Aubert, Banga, Haering, Lang, Müller Geri, Widmer)
Renvoi du projet 1 au Conseil fédéral avec mandat de confier aux cantons et aux villes concernées un mandat de prestations dans le domaine de la protection des ambassades ainsi que d'augmenter les effectifs des corps de police.

Proposition de la minorité
(Widmer, Aubert, Banga, Günter, Lang)
Renvoi du projet 3 au Conseil fédéral avec mandat de confier aux cantons un mandat de prestations en matière de sécurité dans le trafic aérien ainsi que d'augmenter les effectifs des corps de police.

Haller Ursula (V, BE), für die Kommission: Der Bundesrat hat am 30. Mai 2007 eine Botschaft zu drei Bundesbeschlüssen über die Einsätze der Armee zur Unterstützung ziviler Behörden verabschiedet. Die SiK-NR hat sich an der Sitzung vom 2. und 3. Juli mit diesen Vorlagen befasst. Es geht in der Botschaft respektive in den drei Bundesbeschlüssen darum, den Assistenzdiensteinsatz der Armee zum Schutz ausländischer Vertretungen (Einsatz Amba Centro) beziehungsweise völkerrechtlich geschützter Nie-

